

ANNABA

Émeutes pour l'emploi

Le siège de la wilaya d'Annaba était assiégé durant plusieurs heures, hier dimanche, par les demandeurs d'emploi, toutes formules confondues.

De bon matin, et à l'invitation des services de la wilaya, des milliers de chômeurs ont rallié la petite salle (300 places) de cinéma Chabab, ex-Pax, où un guichet unique allait s'occuper d'eux. Dès l'ouverture de ce dernier, bonjour les bousculades, et c'était à qui passer le premier parmi les milliers de jeunes venus décrocher l'un des quelque 7 000 postes d'emploi offerts par les

services de la wilaya. Mais vu l'exiguïté de cette salle et le nombre impressionnant de postulants, des deux sexes, qui se sont présentés, une pagaille indescriptible s'en était suivie.

Malgré la présence d'un important dispositif sécuritaire, la foule n'a pu être contenue hors de la salle. Une fois à l'intérieur, des

jeunes ont bousculé les préposés à la réception des dossiers, blesant l'un d'entre eux, vite évacué aux urgences de l'hôpital d'Annaba. Brisant tables, chaises et vitres, les jeunes ont également arraché les rideaux de la salle.

Après ces scènes de violence, une désolation totale marquait l'endroit. Non satisfaits, et voulant

en découdre avec les forces de l'ordre, une bonne partie des protestataires se sont rendus au siège de la wilaya, à quelques encablures de là. Sur place, ils ont été empêchés d'entrer à l'intérieur par les éléments des brigades antiémeutes.

Profitant d'un moment d'inattention, un jeune a escaladé le mur de la guérite se trouvant à l'entrée de la wilaya, avant de se larder le corps à coups de couteau. Il a été pris en charge par les éléments de la Protection civile et évacué aux urgences de l'hôpital Ibn-Rochd.

Pour calmer les esprits, le wali a interrompu une réunion du conseil de sécurité pour recevoir une trentaine de jeunes dans le but d'essayer de les convaincre de patienter, leur confirmant la disponibilité des 7 000 postes d'emploi, avant de les inviter à s'organiser pour la prise en charge de leurs doléances dans les meilleurs délais.

A cet effet, il leur a recommandé de choisir des représentants de jeunes pour chaque quartier de la ville en vue d'un futur placement dans des postes additionnels qui viendront s'ajouter à ceux déjà disponibles, et ce, dès le mois en cours.

A l'issue de cette entrevue, les jeunes qui assiégeaient la wilaya se sont dispersés, affirmant que leurs représentants auront désormais à suivre quotidiennement le dossier de l'emploi avec les services de la wilaya.

A. Bouacha

ORAN

Poursuite de la grève chez les étudiants

Rien ne semble dissuader les étudiants d'Oran d'arrêter leur grève et leur mouvement de protestation provoqués par le décret n°10-315 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires et la hiérarchisation des diplômes.

En effet, depuis mercredi, plusieurs facultés et instituts sont quasiment paralysés par des étudiants observant des arrêts de cours tout en bloquant les accès de leurs établissements.

Un fait justement des plus rares a été rapporté hier matin par les étudiants de l'Ecole d'architecture de l'USTO qui s'étaient rassemblés à l'intérieur de la cour et bloqué l'accès de cette structure, lorsqu'une patrouille de gendarmerie a fait irruption dans son enceinte pour faire des remontrances à ces derniers.

Un moment de panique s'en était suivi lorsque les étudiants ont cru faire face à une intervention musclée des gendarmes, puis devant la réaction de certains étudiants qui s'offusquèrent de cette intrusion, les gen-

darmes ont essayé de les rassurer en déclarant qu'ils n'étaient là qu'à des fins d'information. Sur ce fait, ils quittèrent les lieux.

En effet, il est une règle, celle de la franchise universitaire qui interdit aux forces de l'ordre de pénétrer dans les enceintes universitaires. Hier, en plus de l'Ecole d'architecture et d'autres départements de l'USTO, l'on nous a signalé que des grèves se déroulaient toujours à l'Institut de maintenance et de sécurité industrielle (ex-IAP), à l'Institut des télécommunications ainsi qu'à l'Enset.

Fayçal M.

SIDI-BEL-ABBÈS

Des jeunes de Telagh en colère réclament du travail

Deux communes de la daïra de Telagh en l'occurrence le chef-lieu et Mezaourou, ont, dans la journée de dimanche dernier, vécu des turbulences avec l'afflux de près de 400 jeunes qui ont assiégé les abords du siège de la daïra de Telagh et de dizaines de chômeurs qui, eux, ont carrément bloqué la route dans la deuxième commune pour réclamer des contrats de travail dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (Daip).

En effet, selon nos sources, la daïra de Telagh a bénéficié de quelque 500 postes jeudi dernier, dont 165 pour le chef-lieu, 75 pour Mezaourou, 130 pour Dhaya et 130 pour Teghalimet. Un quota jugé insuffisant pour faire face aux 2 000 demandes enregistrées. Les jeunes notamment, de Mezaourou, chauffés à blanc, ont manifesté leur colère contre le chômage qui les mine et ont fermé la route à la circulation. Il a fallu l'intervention du wali, dont ils avaient auparavant exigé la présence, et du chef de daïra, pour les ramener à la raison avec

des promesses. Ils ont tenté de leur expliquer que la demande est beaucoup plus importante que l'offre. Il leur a été aussi recommandé de se rapprocher des services concernés pour s'inscrire sur des listes afin de pouvoir répartir les quotas des postes reçus. La priorité sera accordée aux plus nécessiteux d'entre eux en attendant que d'autres postes soient attribués au reste des chômeurs. Avec moult efforts de persuasion, ayant duré des heures, les jeunes se sont finalement dispersés dans l'après-midi.

A. M.

JIJEL

Les étudiants boycottent les examens de rattrapage

Les étudiants du département de droit de l'université de Tassoust ont boycotté hier les examens de rattrapage en signe de protestation contre les décisions prises par les responsables.

En effet, les étudiants, avec lesquels nous nous sommes entretenus, nous ont affirmé avoir été appelés par les responsables de leur département pour effectuer les examens de rattrapage, alors que les notes n'étaient pas encore affichées. Suite à cela, ils ont boycotté ces examens qui sont à l'origine de ce mouvement de protestation qui, faut-il le souligner, a paralysé l'université où une certaine tension était même perceptible.

Nos interlocuteurs menacent même de radicaliser leur mouvement de protestation si les responsables du département ne prennent pas en charge leurs doléances.

B. Inès

POUR UNE AFFAIRE DE PIÈCES DE RECHANGE D'UNE VALEUR DE 40 MILLIONS DE DINARS

Cinq cadres du GL1K sous contrôle judiciaire

Cinq cadres du GL1K ont été placés sous contrôle judiciaire par le tribunal de Skikda suite à une affaire de détournement de pièces de rechange pour camions et autres véhicules. Le montant du détournement est de l'ordre de 40 millions de dinars.

Selon des sources concordantes, le transfert vers le TFR (zone de stockage de projets de déblaiement) de matériel n'a pas eu lieu, et les conteneurs étaient vides. Ce qui a éveillé les soupçons des enquêteurs quant à un éventuel détournement des pièces de rechange.

L'affaire a, pour rappel, été traitée par la brigade économique de la police judiciaire de Skikda. L'enquête a été enclenchée il y a une année. Depuis, 25 employés du complexe, implanté au sein de la plateforme pétrochimique de Skikda, ont été entendus dans le cadre de l'instruction.

Zaïd Zoheir

BÉJAÏA

Les émeutes se poursuivent à Akbou

Le calme n'est pas revenu à Akbou où les affrontements ayant éclaté samedi, et qui ont duré jusqu'à une heure tardive de la nuit, se sont poursuivis, hier, entre des manifestants et les forces de l'ordre.

La trêve n'aura duré que la matinée avant que les échauffourées ne reprennent hier en milieu d'après-midi. Les manifestants se sont scindés en deux groupes pour assiéger le palais de justice et le commissariat, apprend-on localement.

Les insurgés ont érigé des barricades sur la route à l'aide de pneus incendiés. Comme la veille, la foule en furie a arrosé le commissariat et le palais de justice de pierres.

Les forces anti-émeutes, dépêchées sur les lieux des échauffourées, ont riposté par des tirs de grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants.

A. K.

EL MAIEN (AÏN DEFLA)

Les habitants ferment une nouvelle fois le siège de l'APC

Quelque 600 habitants du chef-lieu de la commune d'El Maien, à 30 km au sud de Rouina, se sont regroupés devant le siège de l'APC, hier matin pour fermer le bâtiment administratif et en interdire l'accès au personnel. Du coup, la poste, ayant une entrée commune, s'est retrouvée également fermée.

On notera que cette action de contestation est la seconde du genre après celle du 26 décembre dernier, pour interpellier les autorités et attirer leur attention sur les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien.

La dernière fois, les habitants ont levé le siège à la suite des promesses que leurs revendications allaient être prises en charge. «Nous revenons à la charge parce que les promesses n'ont pas été tenues.»

En matinée, le chef de la daïra de Rouina, territorialement compétent, s'est rendu sur les lieux pour tenter une nouvelle fois de ramener les habitants à la raison, mais en vain, puisqu'il a essuyé une fin de non-recevoir de la part des contestataires.

Karim O.

PROCÈS DES CADRES DE LA SNTA Renvoyé au 13 mars prochain

Le procès de six cadres de la SNTA poursuivis par la justice pour dilapidation et mauvaise gestion des deniers publics est reporté au 13 mars prochain. La décision a été prise hier par le président de la troisième chambre près le tribunal de Sidi M'hamed pour absence des témoins.

L'affaire qui avait éclaté en 2008 a été qualifiée par les avocats de la défense de «véritable mise en scène mise en place par la police judiciaire». Pour eux, «il n'y a point d'affaire SNTA, contrairement à ce qui a été avancé par l'accusation».

Pour rappel, les faits remontent à 2008, lorsque une ouverture d'une information judiciaire émanant du parquet d'Alger avait fait état de «détournement et mauvaise gestion à l'unité régionale de la SNTA».

En octobre dernier, un autre procès en appel des cadres de la SNTA s'est déroulé à la cour d'Oran. Comparant libres, les six cadres de la SNTA de l'unité régionale d'Oran sont poursuivis pour dilapidation de deniers publics.

A. B.